

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 1994 portant exécution de l'article 8, § 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} juillet 1993 concernant la promotion de l'expansion économique dans la Région de Bruxelles-Capitale, est abrogé.

Art. 6. Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 mai 2005.

Le Ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Art. 5. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 1994 houdende uitvoering van artikel 8, § 1, van de ordonnantie van 1 juli 1993 betreffende de bevordering van de economische expansie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt opgeheven.

Art. 6. De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 mei 2005.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Werkgelegenheid, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 1674

[C — 2005/31219]

12 MAI 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 8, § 2, de l'ordonnance du 1^{er} juillet 1993 concernant la promotion de l'expansion économique dans la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 8, alinéa 1^{er};

Vu l'ordonnance du 1^{er} juillet 1993 concernant la promotion de l'expansion économique dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 1994 portant exécution de l'article 8, § 2, de l'ordonnance du 1^{er} juillet 1993 concernant la promotion de l'expansion économique dans la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mai 1998 et du 4 juin 1998;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 20 janvier 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 novembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2004;

Vu l'avis 38.112/1 du Conseil d'Etat, donné le 17 février 2005; en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les conseils de consultants ou d'organismes extérieurs visés à l'article 8, § 2, de l'ordonnance du 1^{er} juillet 1993 concernant la promotion de l'expansion économique dans la Région de Bruxelles-Capitale, doivent se rapporter à des problèmes ponctuels de management d'une entreprise et viser à en améliorer le fonctionnement ou la compétitivité.

§ 2. Conformément aux règles édictées par l'Union européenne, les conseils de consultants ou d'organismes extérieurs ne peuvent pas constituer une activité permanente ou périodique et doivent être sans rapport avec les dépenses de fonctionnement normales de l'entreprise, telles que les services réguliers de conseil fiscal ou juridique ou de publicité.

§ 3. Ces conseils ne peuvent en aucun cas porter sur des problèmes relatifs à la gestion journalière et récurrente de l'entreprise et doivent obligatoirement être donnés par des consultants ou organismes extérieurs.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 1674

[C — 2005/31219]

12 MEI 2005. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 1 juli 1993 betreffende de bevordering van de economische expansie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid artikel 8, eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 1 juli 1993 betreffende de bevordering van de economische expansie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikel 8;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 1994 houdende uitvoering van artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 1 juli 1993 betreffende de bevordering van de economische expansie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 mei 1998 en van 4 juni 1998;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 20 januari 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 november 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 3 december 2004;

Gelet op het advies 38.112/1 van de Raad van State, gegeven op 17 februari 2005, in toepassing van artikel 84 § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De adviezen van consultants of externe organisaties bedoeld in artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 1 juli 1993 betreffende de bevordering van de economische expansie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, moeten betrekking hebben op punctuele management-adviezen van een onderneming en streven naar een verbetering van de werking of van het concurrentievermogen van die onderneming.

§ 2. Overeenkomstig de door de Europese Unie uitgevaardigde regels, mogen de adviezen van consultants of externe organisaties niet van permanente of periodieke aard zijn, noch tot de gewone bedrijfsuitgaven van de onderneming behoren, zoals routinematig belastingadvies, regelmatige dienstverlening op juridisch gebied of reclame.

§ 3. De adviezen mogen in geen geval betrekking hebben op problemen inzake dagelijks en recurrent beheer van de onderneming en moeten verplicht door consultants of externe organisaties verschaft worden.

§ 4. Les missions de conseils confiées de manière régulière en sous-traitance ne sont pas subsidiables.

§ 5. Les consultants ou organismes extérieurs, doivent être spécialisés dans le domaine concerné, exercer leurs activités depuis deux ans au moins et faire preuve d'une compétence suffisamment notoire, étayée sur la base d'une liste de références et être indépendants du bénéficiaire de l'aide.

Art. 2. § 1^{er}. Sous réserve de la disposition énoncée à l'article 8, § 3, de la même ordonnance, le montant de l'aide s'élève au maximum à 25.000 euros par conseil.

§ 2. Le montant minimum admissible d'un conseil s'élève à 1.000 euros.

Art. 3. Le nombre de conseils introduits par entreprise est limité à deux par année civile.

Art. 4. L'octroi de l'aide est soumis à la conclusion d'une convention préalable entre l'entreprise bénéficiaire, le consultant ou l'organisme extérieur et la Région.

L'aide est liquidée après paiement de l'intégralité du conseil, sur base d'un rapport final d'évaluation établi par le bénéficiaire et des pièces justificatives introduites par le bénéficiaire de l'aide.

Art. 5. § 1^{er}. Les actions de formation visées à l'article 8, § 2, de la même ordonnance doivent porter sur des formations destinées à la direction, aux cadres ou au personnel de l'entreprise.

Elles doivent avoir un caractère exceptionnel ou urgent et viser à améliorer le fonctionnement ou la compétitivité de l'entreprise à l'exclusion des problèmes de gestion journalière, habituelle ou récurrente de l'entreprise.

Les actions de formation sont dispensées par des sociétés, organismes, institutions ou groupements spécialisés dans le domaine concerné, exerçant leurs activités depuis deux ans au moins, faisant preuve d'une compétence suffisamment notoire, étayée sur la base d'une liste de références et indépendants du bénéficiaire de l'aide.

§ 2. Sous réserve de la disposition énoncée à l'article 8, § 3, de la même ordonnance, le montant de l'aide s'élève au maximum à 7.500 euros par action de formation.

§ 3. Le montant minimum admissible d'une action de formation s'élève à 500 euros.

§ 4. L'aide est liquidée après paiement de l'intégralité de l'action de formation, sur base d'un rapport final d'évaluation établi par le bénéficiaire et des pièces justificatives introduites par le bénéficiaire de l'aide.

Art. 6. Le nombre d'actions de formation introduites par entreprise est limité à trois par année civile.

Art. 7. La demande de l'aide doit être introduite préalablement à l'action de formation, accompagnée de l'offre, de la facture ou du formulaire d'inscription délivrés par l'organisme de formation.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 1994 portant exécution de l'article 8, § 2, de l'ordonnance du 1^{er} juillet 1993 concernant la promotion de l'expansion économique dans la Région de Bruxelles-Capitale, est abrogé.

Art. 9. Le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 mai 2005.

Le Ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

§ 4. De regelmatig in onderaanneming uitbestede adviesopdrachten zijn niet betoelaagbaar.

§ 5. De consulenten of externe organisaties moeten gespecialiseerd zijn in het beschouwde domein, minstens twee jaar actief zijn en blijk geven van een voldoende bekende deskundigheid, gestaafd aan de hand van een lijst met referenties en onafhankelijk zijn van de begunstigde van de steun.

Art. 2. § 1. Onder voorbehoud van de bepaling vermeld in artikel 8, § 3, van dezelfde ordonnantie, bedraagt de steun maximum 25.000 euro per advies.

§ 2. Het toelaatbaar minimumbedrag van een advies is 1.000 euro.

Art. 3. Het aantal per onderneming ingediende adviezen is beperkt tot twee per kalenderjaar.

Art. 4. De toekenning van de steun is onderworpen aan het afsluiten van een voorafgaande overeenkomst tussen de begunstigde onderneming, de consultant of de externe organisatie en het Gewest.

De steun wordt uitgekeerd na betaling van het volledig advies, op basis van een door de begunstigde opgemaakt eindevaluatieverslag en van de door de begunstigde van de steun voorgelegde bewijsstukken.

Art. 5. § 1. De vormingsacties bedoeld in artikel 8, § 2, van dezelfde ordonnantie moeten betrekking hebben op de directie, de kaderleden of het personeel van de onderneming.

Zij moeten een uitzonderlijk of dringend karakter hebben en erop gericht zijn de werking of het concurrentievermogen van de onderneming te verbeteren, met uitsluiting van de problemen van dagelijks, gewoon of recurrent beheer van de onderneming.

De vormingen worden gegeven door in het beschouwde domein gespecialiseerde maatschappijen, organisaties, instellingen of groepingen die minstens twee jaar actief zijn en blijk geven van een voldoende bekende deskundigheid, gestaafd aan de hand van een lijst met referenties en onafhankelijk zijn van de begunstigde van de steun.

§ 2. Onder voorbehoud van de bepaling vermeld in artikel 8, § 3, van dezelfde ordonnantie, bedraagt de steun maximum 7.500 euro per vormingsactie.

§ 3. Het toelaatbaar minimumbedrag van een vormingsactie is 500 euro.

§ 4. De steun wordt uitgekeerd na betaling van de volledige vormingsactie, op basis van een door de begunstigde opgemaakt eindevaluatieverslag en van de door de begunstigde van de steun voorgelegde bewijsstukken.

Art. 6. Het aantal per onderneming ingediende vormingsacties is beperkt tot drie per kalenderjaar.

Art. 7. De steunaanvraag moet vóór de vormingsactie worden ingediend, samen met de offerte en de factuur of het inschrijvingsformulier die door het opleidingsinstituut afgegeven worden.

Art. 8. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 1994 houdende uitvoering van artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 1 juli 1993 betreffende de bevordering van de economische expansie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt opgeheven.

Art. 9. De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 mei 2005.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Werkgelegenheid, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE